

EDITO

Par LACINE DIABYDirecteur de publication

FMI – BANQUE MONDIALE, NOS AMIS MAL AIMÉS

Après un demi-siècle d'absence, le FMI et la Banque Mondiale marquent leur retour sur le continent. Les institutions de Bretton Woods ont tenu du 09 au 15 octobre leurs assemblées annuelles à Marrakech, la ville ocre du Maroc frappée récemment par un séisme qui a fait plus de 3 000 morts. Malgré ce contexte difficile, les autorités marocaines ont tenu à maintenir la rencontre qui est la première du genre depuis les assemblées de Nairobi en 1973.

Pour le FMI et la Banque Mondiale, le fait de tenir ces assemblées en Afrique est un signal fort pour témoigner tout leur intérêt pour le continent. « Un XXIe siècle prospère nécessite une Afrique prospère ». Ce sont le mots de Kristalina Georgieva, Directrice Générale du FMI, le 5 octobre à Abidjan.

Si ce retour reste symbolique, les institutions de Bretton Woods et l'Afrique ne se sont en réalité jamais quittées. Depuis la décennie 80, période des fameux Programmes d'Ajustements Structurels (PAS), le FMI et la Banque Mondiale sont restés omniprésents sur le continent. Mais, la relation avec ces institutions demeure très controversée.

Pour de nombreuse populations africaines (intellectuels y compris), les instutions de Bretton Woods ne prescrivent que l'austérité, la hausse des impôts, la réduction des subventions... sans prendre en compte les impératives de développement des Etats. Leur recette est, tout simplement, inefficace.

Quoique cela reste un avis assez tranché, il faut reconnaître que le modèle FMI-Banque Mondiale n'a permis la diversification d'aucune économie en Afrique Subsaharienne. Et, la plupart de nos Etats sont restés pauvres et très endettés (le mot n'est pas de moi).

C'est sous le fond de ces critiques que se sont deroulées ces assemblées africaines. Placée sous le signe de la réforme des institutions de Bretton Woods et du financement climatique, le FMI et la Banque Mondiale ont profité de l'occasion pour affirmer leur volonté de faire évoluer leurs méthodes vers une approche plus sociale et ouverte incluant les urgences climatiques.

En clair, les amis de Bretton Woods semblent avoir pris conscience des nouvelles tendances géopolitiques en rupture avec le contexte de l'après seconde guerre mondiale qui a vu leur naissance. En effet, avec la montée en puissance des BRICS et de nouveaux partenaires financiers comme la Chine, l'influence du FMI et de la Banque Mondiale n'a jamais été aussi menacée dans les pays du sud. Loin d'être un geste altruiste, la réforme est devenue une nécessité pour garder en légitimité dans le monde en développement.

En filigrane de cette guerre d'influence se dessine un nouveau front entre les Etats Unis et la Chine. Qui vivra verra !



SOMMAIRE

02 EDITO

FMI – Banque Mondiale, nos amis mal aimés

03 SOMMAIRE



04 ENQUÊTE

Regard sur les systèmes universitaires Publics en Afrique de l'ouest



14 ÉCONOMIQUE

Background Check, la solution pour réussir vos recrutements

18 EXPRESSO

INP-HB et HEC Paris lance le Master en Entrepreneuriat et Innovation (MEI)



20 FOCUS ECO

BRICS+, vers un nouvel ordre mondial

23 TUTO

5 conseils pour développer son réseau professionnel

25 BOITE À OUTILS

Bien préparer une négociation : la méthode ATROCE



27 FICHE MÉTIER

Consultant Business Intelligence (BI)

29 VOCABGENX

Clear web, Deep web, Dark web, comprendre les profondeurs d'internet



ENQUÊTE

Par Ulrich DAGBAUD



REGARD SUR LES SYSTÈMES UNIVERSITAIRES PUBLICS EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'éducation supérieure joue un rôle essentiel dans le développement socio-économique de chaque nation. Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, les systèmes universitaires varient considérablement d'un pays à un autre.

Cette enquête explore les caractéristiques des systèmes universitaires dans la sous-région. Nous examinerons les défis, les opportunités et les perspectives pour l'éducation supérieure en Afrique de l'Ouest.



LA DIVERSITÉ DE SYSTÈMES UNIVERSITAIRES DANS LA CEDEAO



Le système universitaire dans la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se caractérise par une grande diversité de structures éducatives, de langues, et de cultures présentes au sein des 15 pays membres. Cette diversité linguistique et culturelle est un trait distinctif de la région, avec plusieurs langues officielles telles que le français, l'anglais, le portugais, ainsi que de nombreuses langues locales. Cette variété linguistique influence les choix de langues dans l'enseignement supérieur et peut représenter un défi en matière de mobilité étudiante, car les étudiants doivent souvent naviguer entre différentes langues d'enseignement.

Pour favoriser la mobilité des étudiants et l'harmonisation des programmes d'études, la CEDEAO promeut activement l'ESAM (Espace d'Enseignement Supérieur de l'Afrique de l'Ouest). Cette initiative vise à rendre les programmes d'études plus compatibles et à faciliter la reconnaissance des diplômes au sein de la région, encourageant ainsi les étudiants à poursuivre leurs études dans d'autres pays membres.

Cependant, les universités de la CEDEAO font fréquemment face à des défis financiers en raison de ressources limitées et de la nécessité d'investir dans l'infrastructure éducative. Malgré ces contraintes, les institutions d'enseignement supérieur jouent un rôle essentiel dans le développement socio-économique des pays de la CEDEAO en formant une main-d'œuvre qualifiée.

En 2014, les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la CEDEAO se sont réunis à Abuja, pour discuter de l'enseignement supérieur, de l'équivalence des diplômes et de la reconnaissance des diplômes en Afrique de l'Ouest. La réunion a également porté sur des sujets tels que l'Université Panafricaine, l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest, la revalorisation de la fonction enseignante au niveau régional et le perfectionnement des enseignants. Cette initiative vise à stimuler l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans la sous-région ouest-africaine en favorisant la recherche, le développement et une approche commune pour l'éducation au sein de la communauté, et elle est toujours en cours.

Cependant, il est important de noter que malgré les efforts d'harmonisation et de coopération éducative au sein de la CEDEAO, deux grands systèmes d'enseignement supérieur coexistent dans la région. Le système anglo-saxon, influencé par les pays anglophones de la CEDEAO, suit des normes éducatives distinctes de celles du système LMD (Licence-Master-Doctorat), qui est davantage aligné sur le modèle européen. Cette cohabitation de deux systèmes pose des défis en matière de reconnaissance des diplômes, de mobilité étudiante et d'harmonisation des programmes d'études. Il reste encore du travail à faire pour parvenir à une plus grande convergence et cohésion dans le domaine de l'enseignement supérieur au sein de la CEDEAO.



LE SYSTÈME LMD DANS LE CAMES: UNE APPROCHE ÉDUCATIVE MODERNE AU SEIN DE CEDEAO



Le système universitaire LMD (Licence, Master, Doctorat) pratiqué dans les pays membres de la CAMES (Conférence des Recteurs des Universités de l'Afrique de l'Ouest) est une structure d'enseignement supérieur qui vise à harmoniser les programmes académiques et à faciliter la mobilité des étudiants et des enseignants au sein de la région ouest-africaine. Sur les 15 pays membres de la CE-

DEAO 8¹ font partir du CAMES soit 53% des pays. Il s'agit essentiellement de pays francophones.

Le système LMD est basé sur une structure en trois cycles, à savoir la Licence, le Master, et le Doctorat. Chaque cycle a ses propres objectifs pédagogiques et critères de réussite.

Licence

Master

Doctorat

La Licence (L)

Le premier cycle, la Licence, dure généralement trois ans. Il vise à donner aux étudiants une formation de base dans leur domaine d'étude. Les étudiants suivent des cours et acquièrent des compétences dans leur domaine d'études. À la fin de chaque semestre, des crédits sont attribués en fonction des résultats obtenus. À la fin des trois années, les étudiants obtiennent leur diplôme de Licence.

Le Master (M)

Le deuxième cycle, le Master, est conçu pour approfondir les connaissances des étudiants. Il dure deux ans en général et peut inclure des spécialisations. Les étudiants choisissent une spécialisation dans leur domaine d'études, suivent des cours avancés, effectuent des travaux de recherches, et rédigent un mémoire de Master. Les crédits accumulés pendant le Master sont importants pour l'admission au Doctorat.

Le Doctorat (D)

Le troisième cycle, le Doctorat, est axé sur la recherche. Les étudiants effectuent des recherches originales sous la supervision d'un directeur de thèse. Le Doctorat dans le système LMD peut durer de 3 ans, voire plus, en fonction du domaine d'études. À la fin du Doctorat, les étudiants obtiennent le grade de Docteur.

Le système LMD se caractérise par sa diversité d'évaluations, incluant des examens, des travaux pratiques, des mémoires, et des soutenances de thèse pour évaluer les compétences des étudiants. Il promeut la mobilité des étudiants entre les institutions membres du CAMES, encourageant ainsi l'échange culturel et académique. Grâce à sa structure éducative moderne et flexible, le système LMD renforce l'enseignement supérieur dans la région en adaptant ses réponses aux évolutions des besoins de l'économie et de la société.

Dans l'espace CEDEAO, coexiste avec le LMD, le système universitaire anglo-saxon. Ce dernier est largement pratiqué dans des pays tels que le Ghana et le Nigeria.



LE SYSTÈME UNIVERSITAIRE ANGLO-SAXON: CAS DU NIGERIA ET DU GHANA

Le système universitaire au Nigeria et au Ghana suit une structure assez similaire au système LMD (Licence, Master, Doctorat) communément utilisé dans de nombreuses régions du monde. Néanmoins, il existe des différences spécifiques dans la manière dont les programmes d'études sont organisés et nommés. Les programmes d'études dans le système universitaire du Nigeria et du Ghana sont généralement organisés et nommés de manière similaire et sont composé de trois cycle, à savoir Undergraduate, Graduate et Doctoral.

Undergraduate Graduate Doctoral

Undergraduate

L'équivalent du diplôme de licence, appelé "Bachelor," est obtenu après le premier cycle universitaire, qui dure 4 ans. Au Nigeria, le cycle Undergraduate, équivalent à la Licence, dure généralement quatre ans pour la plupart des programmes, avec la possibilité de durer plus longtemps pour des programmes techniques et professionnels. En revanche, au Ghana, le cycle Undergraduate équivalent à la Licence a une durée générale de trois ans pour la plupart des programmes. Cela signifie que le cycle de Licence au Nigeria est souvent plus long que les trois ans typiques du système LMD, permettant ainsi une formation plus approfondie dans le domaine choisi.

Graduate

Les programmes de deuxième cycle (Gradute ou Master's Degrees) permettent aux étudiants de se spécialiser après un diplôme de Bachelor. Ils comprennent des cours avancés, des options de recherche ou d'enseignement, des évaluations telles que des examens et la rédaction de mémoires. Au Nigeria et au Ghana, le Master ou M.A a une durée typique d'un à deux ans, offrant aux étudiants la possibilité de se spécialiser davantage dans un domaine spécifique

En ce qui concerne la comparaison avec le système LMD (Licence-Master-Doctorat), la durée du Master est généralement similaire. Cependant, il convient de noter que les noms des diplômes et les exigences spécifiques peuvent varier d'un pays à l'autre. Les différences se situent souvent au niveau des dénominations des diplômes et des détails des programmes, mais la durée du Master reste cohérente avec le système LMD.

Doctoral

Au Nigeria et au Ghana, le Doctorat représente le stade ultime des études universitaires, requérant en moyenne de trois à cinq ans. Les étudiants s'engagent dans des travaux de recherche originaux, rédigent une thèse, et finalement se voient décerner le titre de Docteur (Ph.D.).

Les différences entre un PhD et un doctorat résident principalement dans leur nature et leur orientation. Le PhD est généralement un diplôme académique, tandis qu'un doctorat peut être soit académique, soit professionnel. Malgré ces distinctions, ces deux diplômes partagent des similitudes, notamment des exigences de recherche, de réflexion critique et d'étude indépendante.

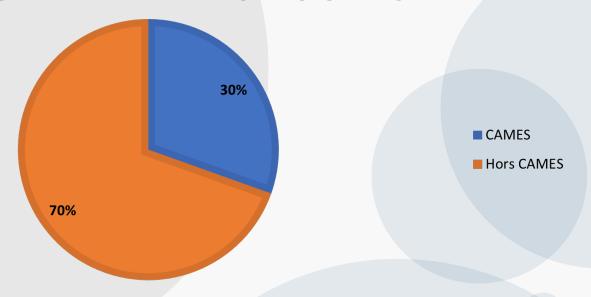


L'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest est en constante évolution, avec une croissance du nombre d'universités publiques de la région et du nombre d'étudiants inscrits. Cette évolution est le reflet des investissements croissants des États dans le secteur de l'éducation supérieure.

LES UNIVERSITÉS PUBLIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST : UN REGARD SUR LES CHIFFRES

En plongeant dans les données provenant des ministères de l'Éducation des États membres de la CEDEAO, une réalité frappante émerge : la région n'abrite pas moins de 174 universités publiques. Cependant, ce chiffre n'est pas uniformément réparti.

UNIVERSITÉS PUBLIQUES DANS LA CEDEAO SELON L'APPARTENANCE AU CAMES



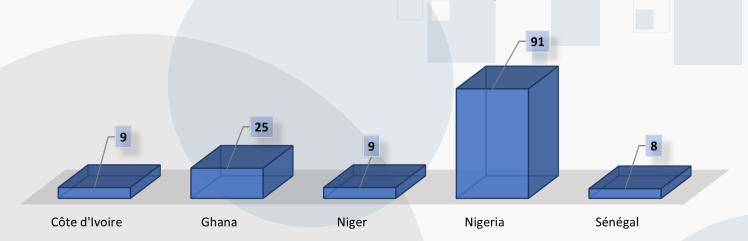
De manière étonnante, 70 % des établissements ne font pas partie du système du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur). Cela signifie qu'environ 121 universités se trouvent en dehors du CAMES. Deux géants régionaux, le Ghana et le Nigeria, abritent la majorité de ces établissements.

Mais, le défi majeur dans les pays membres du CAMES, dont la Côte d'Ivoire, réside dans la disponibilité des infrastructures pour faire face à la demande croissante d'enseignement supérieur.

Les États de la région ne restent pas les bras croisés. Des mesures sont mises en place pour répondre à cette demande grandissante, que ce soit par le biais de l'expansion des infrastructures existantes, de la création de nouvelles institutions.



TOP 5 DES PAYS DE LA CEDEAO SELON LE NOMBRE D'UNIVERSITES PUBLIQUES



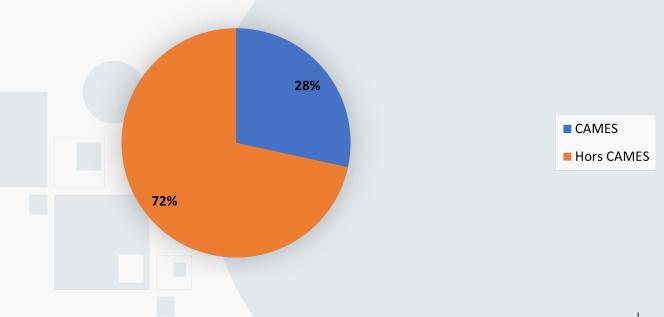
Les données issus des différent ministère de l'enseignement supérieur des pays de la CEDEAO révèlent que cinq pays dominent dans la région ouest africaine en terme d'Université publique : le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Niger.

Ces cinq pays abritent plus de 80 % des universités publiques de la zone, une concentration impressionnante. Au sommet de ce classement, le Nigéria se démarque en accueillant à lui seul 52 % de l'ensemble des institutions universitaires publique de la région, témoignant de son rôle majeur dans l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest.

Le Ghana suit de près, représentant 14 % de l'ensemble, tandis que la Côte d'Ivoire et le Niger hébergent chacune 4 % du total universitaire de la région.

Cette distribution inégale souligne la diversité et les défis auxquels sont confrontés les pays de la CE-DEAO dans le secteur de l'enseignement supérieur, offrant des perspectives intéressantes pour l'avenir éducatif de la région.

RÉPARTITION DE LA POPULATION ESTUDIANTINE DANS LA CEDEAO

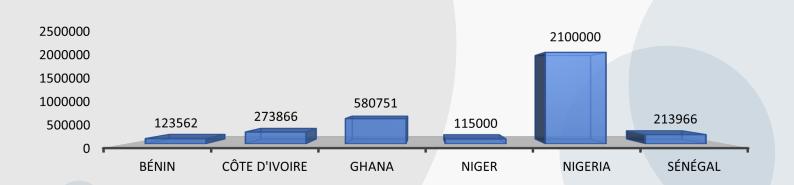


Avec un regard attentif sur les données collectées auprès des ministères de l'enseignement supérieur des pays de la région, une image claire du paysage estudiantin émerge. Actuellement, la population estudiantine de la CEDEAO est estimée à 3,8 millions. Parmi ces étudiants, environ 1,07 million, soit 28 %, sont inscrits dans les pays membres du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES). Cette statistique révèle l'impact significatif du CAMES sur l'éducation supérieure de la région.

Cependant, il est essentiel de noter que la majorité des étudiants, soit 72 %, poursuivent leur éducation dans des pays en dehors du CAMES. Cette répartition met en évidence la diversité éducative de l'Afrique de l'Ouest, avec des enjeux et des opportunités uniques dans le secteur de l'enseignement supérieur.

Ces données, bien que parfois incomplètes, jettent un éclairage important dans la région, soulignant la nécessité d'une analyse approfondie pour répondre aux besoins croissants des étudiants.

Nombre d'etudiants par pays 2022



Dans le paysage éducatif de la CEDEAO, une tendance claire émerge : le Nigeria, pays le plus peuplé de la région, accueille la plus grande population estudiantine sur son sol. Avec une estimation impressionnante de 2,1 millions d'étudiants, le Nigeria se positionne en tant que géant éducatif dans la région.

Le Ghana et la Côte d'Ivoire ne sont pas en reste. Ces deux nations dynamiques hébergent respectivement 580 000 et 273 000 étudiants, contribuant ainsi de manière significative à l'éducation supérieure de la région.

Cette répartition des effectifs d'étudiants met en lumière la diversité éducative de l'Afrique de l'Ouest, chaque pays apportant sa propre contribution à la formation des futurs leaders et professionnels de la région. Ces données reflètent l'importance cruciale de l'éducation dans la région et illustrent comment ces pays répondent aux besoins éducatifs de leur population.

Au-delà de la formation, les universités jouent un rôle crucial dans l'évolution de la société. Leur impact est particulièrement perceptible à travers leur implication dans la recherche scientifique, qui répond aux défis contemporains. La mesure de cette contribution se fait souvent par le nombre d'articles scientifiques et de publications produites par ces institutions académiques. Ainsi, les universités deviennent non seulement des lieux d'apprentissage, mais également des moteurs de développement en façonnant la connaissance et l'avenir de la société.



LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

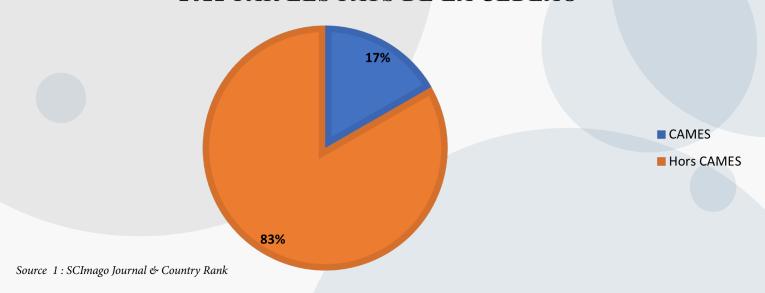
L'une des contributions majeures du système universitaire dans notre société réside dans la production scientifique. En effet, les universités jouent un rôle essentiel dans la recherche de solutions aux défis complexes auxquels notre monde est confronté. La production scientifique constitue ainsi l'une des missions clés de ces institutions.

Le système universitaire a pour vocation première de promouvoir la connaissance et l'innovation, et ce, à travers la recherche. Lorsque les chercheurs et les enseignants-chercheurs des universités mènent des travaux de recherches, ils contribuent à l'expansion des connaissances humaines et à la résolution des problèmes auxquels la société est confrontée. Cette mission cruciale de la production scientifique ne peut être sous-estimée.

L'évaluation des performances des universités ne se limite pas à leur réputation ou à leur infrastructure. Le véritable niveau de rendement et d'expertise de leurs membres se mesure également par le nombre et la qualité de leurs publications scientifiques. Une analyse descriptive de la production scientifique au niveau national et dans les domaines prioritaires pour le développement permet de comprendre l'impact de ces institutions sur la société.

L'un des indicateurs les plus significatifs pour évaluer la contribution des universités à la recherche scientifique est le nombre de publications dans des revues internationales de renom. Ces publications sont soumises à des normes rigoureuses de qualité et de pertinence, ce qui les rend d'autant plus précieuses.

NOMBRE D'ARTICLES SCIENTIFIQUES PUBLIÉS EN 2022 PAR LES PAYS DE LA CEDEAO



En 2022, les universités des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont apporté une contribution relativement modeste à la production de connaissances en publiant un total de 29 000 articles. Cependant, une observation intéressante émerge de ces chiffres : les pays qui sont membres du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES),

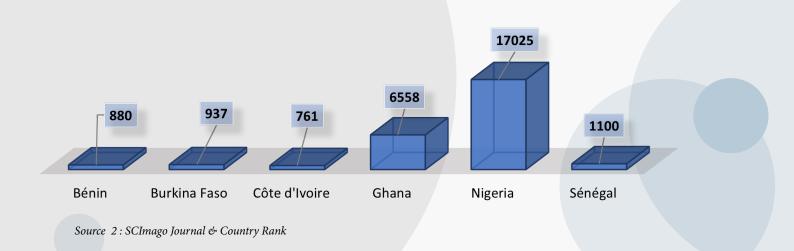
bien que moins nombreux en nombre, ont affiché des performances remarquables. Sur les 29 557 articles publiés dans la région, les pays membres du CAMES ont contribué avec 4 933 articles, ce qui représente 17 % du nombre total d'articles publiés. Cette réalisation met en lumière les lacunes des institutions universitaires de la CEDEAO en ce qui concerne la production de recherche scientifique.



Cette contribution démontre que les universités des pays membres du CAMES se sont distinguées par leur engagement dans la production de connaissances, malgré leur nombre relativement restreint par rapport aux autres membres de la CEDEAO. Cela souligne les défis auxquels sont confrontées les autres institutions universitaires de la région en matière de recherche scientifique. Cependant, cette situation met également en avant l'importance de la collaboration et de l'excellence académique au sein du CAMES.

En d'autres termes, bien que les universités de la CE-DEAO dans leur ensemble aient publié un nombre limité d'articles en 2022, les pays membres du CAMES se sont démarqués en contribuant de manière significative à la recherche scientifique, mettant ainsi en évidence la nécessité d'une collaboration accrue et de la promotion de normes académiques élevées au sein de la CEDEAO pour améliorer la production de connaissances et renforcer la position des institutions universitaires de la région sur la scène internationale de la recherche.

NOMBRE D'ARTICLES PUBLIÉS EN 2022



En 2022, le Nigéria a conservé sa position de leader en publiant plus de 17 000 articles, confirmant ainsi son rôle prédominant dans la recherche académique. Il a été suivi de près par le Ghana et le Sénégal, démontrant la vitalité de la recherche scientifique dans ces pays. Cependant, la Côte d'Ivoire s'est classée en cinquième position avec 761 articles, se positionnant derrière le Burkina Faso et le Bénin. Cette compétition entre les pays d'Afrique de l'Ouest témoigne de l'engagement croissant envers la production de connaissances et la contribution à la recherche mondiale.

Les universités ont un rôle central à jouer dans la recherche de solutions aux défis contemporains. Leur mission première est la production scientifique, qui constitue un pilier essentiel de leur contribution à la société. Il est essentiel de garantir que ces établissements disposent des ressources adéquates en termes de personnel, d'infrastructures et de financement. De plus, il est nécessaire de maintenir des normes académiques élevées pour assurer la qualité de l'éducation.

La croissance des universités publiques dans la CEDEAO est un signe positif de l'engagement envers l'enseignement supérieur. Il est toutefois crucial que les gouvernements de la région continuent à investir de manière stratégique pour garantir que ces institutions puissent répondre aux besoins croissants des étudiants et de la société.

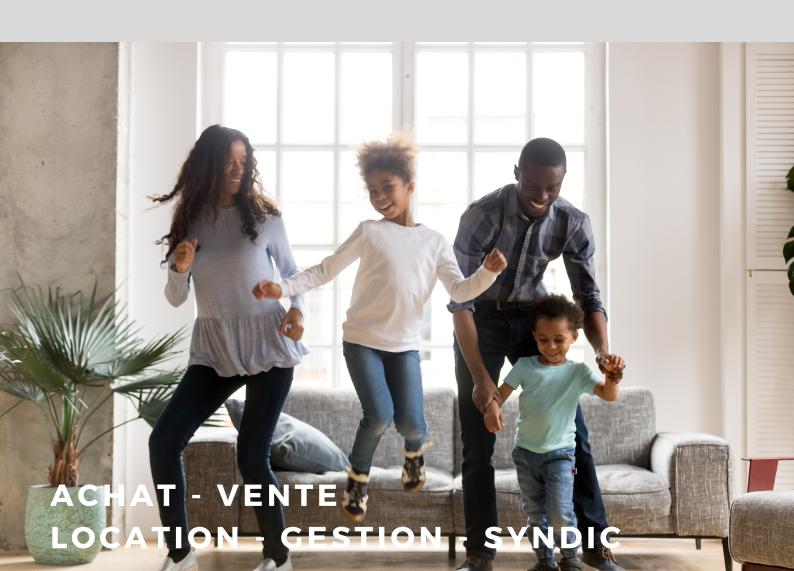




Solutions immobilières

Particulier, professionnel, vous êtes en face d'une problématique immobilière et vous ne savez pas quoi faire. Ne vous inquiétez pas.

NOUS AVONS LA SOLUTION





INTELLIGENCE ECONOMIQUE

Par Yacouba KONE, Directeur Général de NS Consulting

BACKGROUND CHECK, LA SOLUTION POUR RÉUSSIR VOS RECRUTEMENTS

es risques encourus lors d'un recrutement sont multiples et vont au-delà même des pertes financières. Un mauvais recrutement peut se révéler fatale pour l'entreprise.

La plus grande précaution est donc de mise surtout lorsqu'il s'agit de recruter pour un poste stratégique ou sensible. C'est tout l'enjeu d'un Background Check.

Comment évaluer la véracité des informations fournis par un candidat et confirmer son profil ? Comment s'assurer de sa bonne moralité ? Comment s'y prendre pour conduire en toute légalité ces vérifications ? Nous en parlons dans cet article.





Qu'est-ce que le Background Check?

Le Background Check, ou « vérification d'antécédents », est un processus qui consiste à collecter et authentifier les informations sur une personne, que ce soit dans le cadre d'une démarche de recrutement ou toutes autres relations professionnelles (partenariat d'affaires, octroi de prêt, location immobilière, etc.). Dans le cas spécifique du recrutement, le Background Check a pour principal objectif de confirmer les informations transmises

par le candidat à l'entreprise. C'est également un moyen d'obtenir certains détails qui ne figurent pas sur le CV ou qui ont été omis lors de l'entretien d'embauche.

En somme, le Background Check permet d'évaluer la crédibilité du candidat et l'adéquation de son profil au poste tout en identifiant les éléments qui pourraient affecter sa capacité à exercer l'emploi ou à respecter les normes de l'entreprise.

Quels sont les éléments clés à vérifier?

Lors d'un Background Check, le vérificateur cherche à authentifier les informations fournies par le candidat, ou celles qu'il a lui-même collecter sur ce dernier. La méthode consiste à confronter de façon systématique les informations disponibles et leurs sources. En général, les éléments clés à inclure dans le processus de vérification sont les suivants :

L'identité: Cela peut paraître anodin. Mais, il est important de vérifier si le candidat est véritablement celui qu'il prétend être. Une authentification des identifiants figurant sur son document d'identité (Carte nationale d'identité, passeport, etc.) peut permettre de parvenir à cette fin. C'est le point de départ de l'investigation.

Les antécédents professionnels : il s'agit de la confirmation de l'expérience professionnelle, des références professionnelles et de la qualité du travail antérieur en vue de s'assurer de la compatibilité du candidat aux exigences du poste.

Les antécédents éducatifs: la vérification des diplômes, des certifications et des formations académiques est essentielle pour s'assurer que le candidat possède les qualifications énoncées dans son CV.

Les antécédents criminels : l'examen des antécédents criminels vise à identifier toute condamnation pénale passée qui pourrait être pertinente pour le poste ou l'entreprise. Il permet d'évaluer si un candidat peut constituer une menace pour l'environnement de travail ou pour les clients. La vérification de

casier judiciaire ou des vérifications auprès des tribunaux sont des moyens pour avoir une idée des antécédents criminels d'un candidat.

Les antécédents de crédit : pour certains postes, en particulier ceux impliquant des responsabilités financières, la vérification de l'historique de crédit peut être cruciale pour évaluer la responsabilité financière du candidat. Elle fait ressortir les cas de dettes impayées ou des litiges financiers auxquels le candidat serait impliqué.

L'historique de conduite : le but est de confirmer la validité du permis de conduire et d'avoir un aperçu des antécédents de conduite du candidat notamment les infractions commises. Les emplois impliquant la conduite de véhicules peuvent nécessiter une telle vérification pour évaluer l'aptitude du candidat à respecter le code de la route.

En pratique, ces vérifications s'effectuent à travers des appels téléphoniques en contactant les références du candidat notamment des anciens superviseurs, des collègues ou même des subordonnés pour en savoir plus sur son emploi antérieur et son caractère.



Elles donnent également lieu à des visites physiques pour vérifier certaines informations (établissements fréquentés, authentification de documents, etc.) ou échanger avec des personnes ressources.

Aussi, faut-il remarquer que les vérifications d'antécédents incluent, de nos jours, la re-

cherche d'informations sur l'internet et sur les médias sociaux afin d'obtenir des informations supplémentaires sur le candidat. En effet, conscients de la puissance des réseaux sociaux, les recruteurs veulent s'assurer de la conformité de l'image véhiculer en ligne par le candidat à celle de l'entreprise.

Pourquoi réaliser un Background Check?

Le Background Check revêt une grande importance dans le processus de recrutement pour plusieurs raisons. Il permet essentiellement aux entreprises de :

Authentifier et compléter le profil des candidats

Le Background Check permet de confirmer les informations fournies par un candidat et d'identifier toute exagération ou falsification. Il permet à l'employeur d'obtenir une image plus complète du candidat. Une excellente vérification des références aide à dresser un portrait des capacités, des traits de caractère, des forces et des faiblesses du candidat. Une meilleure compréhension de ces faits permet de confirmer la compatibilité du candidat avec l'environnement de travail et les exigences de l'emploi.

Garantir la sécurité au sein de l'entreprise

Le Background Check est essentiel pour identifier les profils qui peuvent présenter des risques pour l'entreprise. En effet, il permet de minimiser les risques de vol, d'agression, de sabotage, de divulgation d'informations ou de fraude au sein de l'entreprise. Par exemple, une personne ayant des antécédents récents de violence ou de fraude peut ne pas être ouverte sur son passé. Une vérification des antécédents criminels peut aider à déceler cet élément.

Protéger de la réputation de l'entreprise

L'embauche de personnes inadéquates ou ayant des antécédents négatifs peut nuire à la réputation de l'entreprise. Le Background Check aide à se prémunir contre de tels risques afin de maintenir l'image de marque de l'entreprise.

Réduire les turnover

En identifiant les candidats dont les antécédents et les compétences correspondent réellement aux exigences du poste, le Background Check peut aider à réduire le turnover en embauchant des personnes plus aptes à un engagement sur le long terme.

Prévenir les litiges

En effectuant des Background Checks approfondis, les employeurs peuvent réduire les risques de litiges liés à des décisions de licenciement qui peuvent être souvent très couteux pour l'entreprise.



Quelles sont les règles à respecter?

L'une des caractéristiques principales du Background Check est son caractère entièrement légal.

Toutefois, il est important de noter que les Background Checks doivent être menés conformément aux lois et réglementations en vigueur dans le pays et le consentement de la personne faisant l'objet de la vérification est souvent requis. L'entreprise a le devoir d'informer le candidat de la conduite d'un Background Check dans le processus de recrutement.

De plus, la protection de la vie privée des individus et le respect de la confidentialité sont des aspects importants à prendre en compte dans le processus de vérification.

Pour terminer, retenons que le background Check est, aujourd'hui, une nécessité pour recruter un personnel qualifié et digne de confiance.

S'il est clair que cet élément est essentiel pour les organisations, peu de dirigeants ou de responsables RH disposent de compétences et de ressources nécessaires pour le réaliser. Dans le cadre de recrutements à des postes stratégiques, il peut donc être utile de faire appel à un cabinet spécialisé pour conduire cette opération.

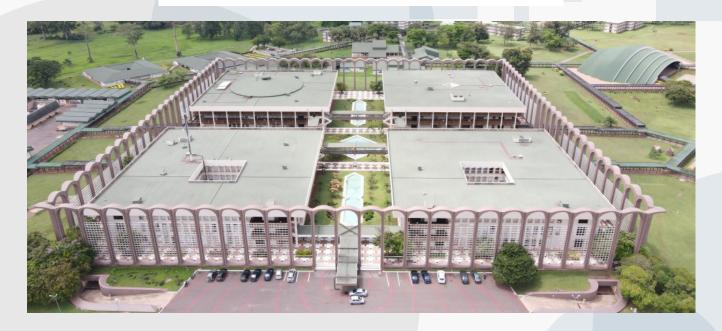






EXPRESSO

INP-HB ET HEC PARIS LANCE LE MASTER EN ENTREPRENEURIAT ET INNOVATION (MEI)



L'INP-HB, réputée pour son excellence académique et sa contribution au progrès technologique en Côte d'Ivoire, a lancé le Master en Entrepreneuriat et Innovation (MEI) en collaboration avec HEC Paris. La cérémonie officielle a eu lieu ce mardi 12 septembre 2023 à l'INP-HB centre en présence des enseignants, des auditeurs, et une forte délégation de HEC paris.

Ce Master en Innovation et Entrepreneuriat est conçu pour offrir aux étudiants une expérience d'apprentissage unique, combinant l'expertise académique de l'INP-HB avec le savoir-faire de HEC Paris en matière de gestion d'entreprise et d'entrepreneuriat. Ce programme de formation de pointe permettra aux étudiants de développer les compétences nécessaires pour créer, gérer et faire prospérer leurs propres entreprises, ainsi que pour innover au sein des organisations existantes tout en perfectionnant leur savoir-faire.

La cérémonie de lancement a été marquée par la signature d'une Convention de Partenariat entre l'INP-HB et HEC Paris. Cette convention formalise l'engagement mutuel des deux institutions à promouvoir l'excellence académique, la recherche et l'entrepreneuriat au sein de la région.

« HEC Paris est fière de s'associer à l'INP-HB où se trouve des talents au cœur du développement pour créer ce programme novateur qui existe à HEC depuis 45 ans. » a mentionné M. Loïc PEYRACHE, Directeur Général de HEC paris

Dr Moussa DIABY, Directeur de l'INP-HB, a quant à lui signifié qu'il est important d'accompagner la formation dans le domaine de l'entreprenariat pour qu'il ait des champions en côte d'ivoire capable de créer des entreprises innovatrices.

La mise à pied de ce master dont les cours débuteront en octobre 2023, marque une étape majeure dans le développement de l'institution et renforce son engagement envers l'innovation, l'entrepreneuriat et l'éducation de qualité. Les futurs diplômés de ce programme seront sans aucun doute des acteurs clés dans la croissance économique du pays.



FOCUS ECO

Par Aboubacar KAMARA

BRICS+, VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL



Les Brics, cinq économies émergentes (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), qui se positionnent, aujourd'hui comme une alternative à l'hégémonie occidental. Réunis en sommet, au mois d'août, à Johannesburg, le groupe s'est élargi à 6 nouveaux pays. Assistons-nous, la naissance d'un nouvel ordre mondial ? Focus sur la montée en puissance des Brics.

Aux origines des Brics

L'histoire débute en 2001 où l'économiste britannique Jim O'Neill, de la banque d'investissement Goldman Sachs, invente le terme "Bric" (acronyme de "Brésil, Russie, Inde et Chine") pour désigner les économies de quatre pays émergents qui présentent, selon lui, de fortes perspectives de croissance. Dans sa note, l'économiste prédit au Bric de figurer parmi les plus grandes puissances mondiales d'ici à 2050. Ces prédictions s'avèrent en partie justes car ces pays enregistrent une ascension fulgurante sur la même décennie. Le concept est alors repris dans le monde des affaires et la presse économique

Conscients de leur poids dans l'économie mondiale, les quatre pays décident, en 2006, de s'unir pour former le groupe Bric. Cinq ans plus tard (2011), l'Afrique du Sud rejoint le groupe. Les "Bric" deviennent alors les "Brics", le "s" final représentant l'Afrique du Sud (South Africa, en anglais).

Aujourd'hui, les Brics entendent s'ouvrir à d'autres Etats afin de renforcer leur influence géopolitique. Lors du dernier sommet tenu au mois d'août, à Johannesburg, six Etats ont été admis à rejoindre le groupe à partir du 1er janvier 2024. On parle désormais de Brics+.



Les Brics+, une expansion stratégique

Ils étaient une quarantaine de pays à demander une adhésion ou manifester un intérêt pour rejoindre les Brics. Après des âpres discussions entre les membres fondateurs, six Etats ont été, finalement, admis à rejoindre le « club des cinq ». Il s'agit de l'Ethiopie, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, l'Iran, les Émirats Arabes Unis et l'Argentine. Le choix de ces nouveaux entrants est loin d'être anodin. En effet, tous ces pays ont une importance géopolitique dans leur région respective.

L'Ethiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique avec 123 millions d'habitants. Il a été pendant la décennie 2010 l'une des économies les plus dynamiques au monde. Le pays abrite également le siège de l'Union Africaine.

L'Egypte, quant à lui, est un acteur clé sur la scène diplomatique dans le monde arabe. Il abrite le siège de la Ligue arabe. En outre, selon projections du Fonds Monétaires Internationales sur les période 2022-2027, le pays des pharaons se positionne comme la 2ème économie du continent.

Par ailleurs, l'entrée de 3 pays pétroliers membres de l'OPEP (l'Arabie Saoudite, l'Iran, les Émirats Arabes Unis) accroit l'influence du groupe sur le marché du pétrole. Les Brics compte désormais en leur sein 4 des 10 premiers exportateurs de pétrole au monde.

Les Brics+ dans l'économie mondiale

Ensemble, les Brics (avant expansion) ont une population de 3,24 milliards d'habitants (3 milliards reviennent à la Chine et l'Inde), soit 40% de la population mondiale et occupent 29,5% des terres émergées. Les quatre pays fondateurs figurent parmi les quinze plus grandes puissances économiques mondiales : la Chine 2e, l'Inde 5e, la Russie 8e, et le Brésil 11e. L'Afrique du Sud est quant à elle à la 39e place.

Les Brics représentent 26% du PIB mondiale en valeur nominal, dont 18% pour la Chine. Sur la base du Parité de Pouvoir d'Achat (PPA)¹, la contribution des Brics au PIB mondial a atteint 31,5% pour l'année 2023 contre 30,7% pour le G7.

Avec l'avènement des 6 nouveaux membres, les Brics+ représenteront environ 46 % de la population mondiale, 29 % du PIB mondial en valeur nominal et 36,5 % du PIB mondial en Parité de Pouvoir d'Achat.

Depuis 2014, les Brics se sont également dotés d'une Banque dénommée New Development Bank (NDB). Celle-ci a pour rôle de financer la croissance et le développement des pays membres à travers des prêts. Basée à Shanghai, capitale économique de la Chine, la NDB constitue pour les Brics un moyen de s'affranchir des institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale et le Fonds monétaire international).

Contrairement aux institutions de Bretton Woods, la NDB n'assortit pas ses prêts à des conditionnalités contraignantes, telles que des exigences de réformes structurelles. Elle entend, ainsi, marquer la rupture avec les méthodes pratiquées par ces dernières.

En clair, les Brics sont résolus à accroître leur poids dans l'économie mondiale afin de constituer un contre-pouvoir à l'hégémonie occidentale.





Les Brics+, un contre-pouvoir aux puissances occidentales ?

Le poids des Brics dans l'économie mondial est, aujourd'hui, un fait incontesté. Avec, les probables ouvertures à de nouveaux entrants les années à venir, le bloc ne fera que consolider sa position sur l'échiquier politique et économique mondiale.

Mais, à ce jour, les Brics sont loin d'évincer l'hégémonie occidentale. En effet, de nombreux facteurs qui limitent l'influnce des Brics demeurent d'actualité. L'une des questions phares est la dédollarisation.

Les Brics ont pour ambition de développer une monnaie commune afin de réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar. Mais, cela reste un projet assez hypothétique. Les différences économiques des pays membres constituent un premier défi à la réalisation de ce projet. Aussi, les entreprises dans chaque pays seraient-elles prêtes à commercer dans une monnaie autre que le dollar ? De nombreuses questions demeurent à l'application effective de ce projet.

En outre, il existe au sein du groupe des Brics des rivalités géopolitiques qui peuvent constituer un frein à l'atteinte des objectifs communs. En effet, les Brics sont dominés par la Chine qui représente près 70 % du PIB du groupe. Cette domina-

tion chinoise suscite certaines méfiances de la part de pays comme l'Inde. Des Etats comme l'Arabie Saoudite et l'Iran entretiennent également des rivalités de longues dates.

Ainsi, contrairement à l'unité affichée, les Brics reste une alliance hétérogène de pays géographiquement éloignés et d'économies à la croissance inégale. Chaque pays au sein du groupe poursuit des objectifs bien déterminés ce qui complique certaines prise de décisions stratégiques.

Par ailleurs, la NDB qui constitue une réponse aux institutions de Bretton Woods ne fait pas encore le poids face au FMI. Le capital autorisé de la banque est de 100 milliards de dollars soit 10 fois moins que celui du FMI.

Toutefois, l'expansion des Brics ne sera pas sans conséquences dans le système économique mondiale. Cette situation rebat les cartes dans la géopolitique mondiale et incite le bloc occidental à envisager des reformes pour une meilleure représentativité des pays émergents et en développement dans les institutions clés comme le FMI et la Banque Mondiale. Certes, la révolution des Brics ne sera pas pour demain. Mais, leur essor constitue un pas vers monde multipolaire et plus équilibré.





5 CONSEILS POUR DÉVELOPPER SON RÉSEAU PROFESSIONNEL

Par Laciné DIABY



Avoir un réseau professionnel solide est essentiel pour réussir dans le monde des affaires. Que vous soyez à la recherche d'un nouvel emploi, que vous souhaitiez développer votre entreprise ou élargir vos horizons professionnels, un réseau de qualité peut vous ouvrir de nombreuses portes. Nous vous donnons dans ce tuto cinq conseils qui vous aiderons à développer un excellent réseau professionnel.

Définissez vos objectifs

Clarifiez vos objectifs avant de penser à élargir votre réseau. Que cherchez-vous à accomplir avec ce réseau ? Recherchez-vous de nouvelles opportunités d'emploi, des partenaires commerciaux, des mentors, ou simplement des contacts dans votre secteur d'activité ? Avoir des objectifs clairs vous guidera dans le processus de réseautage. En effet, un réseau professionnel n'aura d'intérêt que s'il est adapté à vos besoins et que s'il repose sur de bonnes bases. Misez donc sur la qualité et le ciblage. Ayez toujours en tête vos objectifs et vos cri-

tères de ciblage. Plutôt que de chercher à avoir un réseau énorme, concentrez-vous sur des relations de qualité. Des relations solides sont plus précieuses que de simples connexions.

Assistez à des événements de réseautage

Les événements de réseautage constituent de véritables opportunités pour rencontrer de nouvelles personnes et renforcer les relations existantes. Cherchez des événements liés à votre secteur d'activité, à vos intérêts professionnels ou à vos objectifs de carrière. Assistez à des conférences, des salons professionnels,



des ateliers ou des rencontres d'affaires aussi bien au niveau local qu'à l'intrenational. Soyez actif lors de ces événements, posez des questions, partagez vos expériences et échangez des contacts.

Soyez actif sur les médias sociaux

Les médias sociaux sont, aujourd'hui, des outils puissants pour élargir son réseau professionnel. Des plateformes comme LinkedIn, Twitter et même Facebook peuvent être utilisées pour établir des connexions avec des collègues, des employeurs potentiels, des partenaires d'affaires et des personnes influentes de votre secteur. Assurez-vous que votre profil est complet et professionnel, et partagez régulièrement du contenu pertinent. Commentez les publications, participez à des groupes et interagissez avec d'autres professionnels en ligne. Cependant, soyez prudent quant à la manière dont vous utilisez les médias sociaux. Évitez les controverses et gardez un ton professionnel.

Offrez de l'aide avant d'en attendre

Une stratégie efficace pour développer votre réseau professionnel est d'offrir votre aide aux autres avant de demander quelque chose en retour. Cela peut prendre la forme de conseils, de recommandations, de ressources ou de contacts. Lorsque vous montrez votre volonté d'aider les autres, vous gagnez leur respect et leur confiance. À long terme, cette approche vous permettra de construire des relations solides et de recevoir un soutien lorsque vous en aurez besoin. Retenez que le principe de réciprocité est un puissant levier dans le monde du réseautage professionnel.

Cherchez des opportunités de mentorat

Le mentorat fait partie des stratégies pour développer son réseau professionnel dans un secteur déterminé. Un mentor expérimenté peut vous offrir des conseils, des orientations et des opportunités de croissance professionnelle. Il peut surtout vous faire rencontrer des personnes qui font partie de son carnet d'adresse ou vous recommander auprès de celles-ci. Identifiez des personnes dans votre

secteur qui ont des antécédents et des compétences que vous admirez, et n'hésitez pas à les contacter pour demander un mentorat. Soyez clair sur vos objectifs et sur la manière dont vous voyez la relation mentor-mentorée se développer. Le mentorat est un partenariat mutuellement bénéfique, alors, assurez-vous d'apporter quelque chose en retour en sollicitant cette relation.

Entretenez vos relations

Le réseautage n'est pas seulement une question de collecte de contacts. Il consiste aussi à maintenir ces relations sur le long terme. Il est donc crucial d'entretenir les relations professionnelles après les avoir établies. Vous devez vous assurer de rester en contact avec votre réseau. Envoyez des messages de suivi, des courriels occasionnels, et prenez des nouvelles de vos contacts. Montrez votre intérêt sincère pour leur travail et leurs réussites. Soyez authentique, et construisez des relations de confiance plutôt que de simplement solliciter des faveurs lorsque vous en avez besoin.

En conclusion, développer un réseau de qualité est une étape essentielle pour réussir dans le monde professionnel. En suivant ces quelques conseils, vous parviendrez à construire un réseau solide qui vous aidera à atteindre vos objectifs professionnels. N'oubliez surtout pas que le réseautage est un processus continu qui nécessite du temps et de l'effort, alors soyez persévérant et patient dans votre démarche.



BOITE À OUTILS

BIEN PRÉPARER UNE NÉGOCIATION : LA MÉTHODE ATROCE

Par Laciné DIABY



Négocier fait partie de notre quotidien. Mais, conduire avec succès une négociation nécessite une bonne préparation. L'un des outils phares en la matière est la méthode "ATROCE". Que faut-il savoir de cette méthode. Nous vous disons tout !

Qu'est-ce que la méthode "ATROCE"?

Le mot "ATROCE" est un acronyme dont chacune des lettres représente un élément clé entrant en ligne de compte dans la réussite d'une négociation. Cet outil donne une démarche avec 6 principaux points que tout négociateur doit passer en revue avant de se mettre à la table de négociation. Ces points sont les suivants :

Acteurs : qui sont-ils ? Il s'agit d'identifier toutes les parties prenantes impliquées dans la négociation, qu'il s'agisse de personnes ou d'organisations. Comprenez leurs besoins, leurs motivations et leurs intérêts. Ces acteurs peuvent être internes (ceux qui sont réellement présents lors de la négociation) et externes (ceux qui ne paraissent pas lors

de la négociation, mais qui peuvent jouer un rôle de pression, lobbying, etc.). L'analyse des "Acteurs" vous aide également dans la constitution de votre équipe de négociation tout en envisageant vos probables soutiens externes.

Terrains: quels sont les terrains sur lesquels porte la négociation? L'idée ici est de définir les "variables" de la négociation. Qu'est-ce qui est discutable dans la négociation? À l'inverse, qu'est-ce qui ne l'est pas? Les terrains sont par exemple le prix, le délai, le mode de financement, etc. Si, par exemple, le prix pose problème lors d'une négociation commerciale, essayez de jouer sur le délai de paiement pour parvenir à un accord.



Rapport de force : le rapport de force est-il équilibré ? Êtes-vous dans une position dominante ou dans la posture contraire ? Si vous êtes dominant, privilégiez l'atteinte d'un accord satisfaisant sans pour autant chercher à écraser l'autre partie. Dans le cas inverse, cherchez les moyens de conforter votre position ou les arguments habiles qui vous feront paraître moins faible avant d'entamer la négociation. Si nécessaire, reportez la négociation en attendant d'améliorer votre posture.

En cas d'équilibre de force, il est plus facile de trouver un accord. Jouez la carte de la coopération. Identifiez les points sur lesquels les intérêts de toutes les parties se rejoignent. Explorez des options gagnant-gagnant. Pensez à des solutions créatives qui peuvent satisfaire les besoins de toutes les parties. Soyez ouvert à la coopération.

Objectifs: Qu'est-ce vous attendez de la négociation? Quels sont les points sur lesquels vous ne comptez pas céder? Quels sont ceux sur lesquels votre position peut être moins rigide? Ce sont là vos objectifs. Notez que vos objectifs dépendent fortement de l'évaluation du rapport de force.

En tenant compte de celui-ci, il est conseillé d'éta-

blir des seuils de négociation (les limites qu'on ne doit pas franchir). Par exemple, un prix minimum, un délai, etc. Cela vous servira de repère pour ne pas être distrait quelles que soient les tournures que prendront la négociation.

Confrontation des objectifs: les enjeux des deux camps sont-ils compatibles? Il est important d'essayer de comprendre les objectifs de " l'adversaire-partenaire " et de les confronter avec les siens. Cela permet d'identifier les points conflictuels et surtout les sujets d'entente. Cette analyse vous permet d'identifier les accords qui peuvent être satisfaisants pour vos deux parties.

Étapes: Ce dernier point renvoie à prévoir les différentes étapes de la négociation du début jusqu'à la conclusion ainsi que les incidents possibles. Il s'agit de définir au détails près le déroulement de la négociation (lieu, durée, intervenants, canaux déchange, etc.) comme si l'on établissait le scénario d'un film. Quand faut-il parler, quand faut-il écouter, quand lâcher telle ou telle information, quelles sont les attitudes à adopter? Le but est de rester le maître du jeu et de conduire progressivement l'autre partie vers l'accord souhaité.

Pourquoi utiliser la méthode "ATROCE"?

La méthode "ATROCE" offre de nombreux avantages. Elle permet une préparation efficace et organisée des négociations. Elle fournit une structure claire et mémorable pour vous guider tout au long du processus de préparation. En suivant cette démarche, vous parviendrez à effectuer une analyse approfondie de la situation en faisant ressortir les éventuelles difficultés. Cela vous donne une compréhension plus solide des enjeux de la négociation afin de prendre des décisions éclairées.

La méthode "**ATROCE**" vous aide également à clarifier vos objectifs et vos priorités avant l'entame de la négociation. Elle vous permet de rester concentré sur ce que vous souhaitez obtenir des pour parlés.

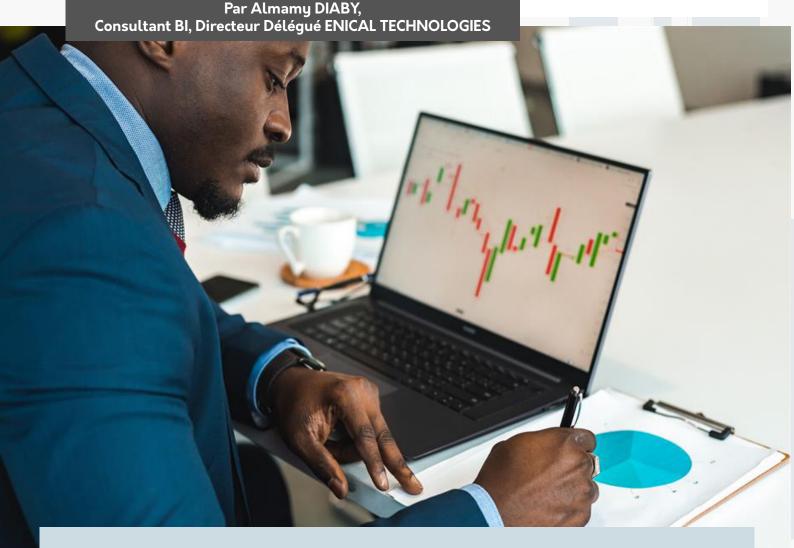
Par ailleurs, en identifiant des opportunités de collaboration, vous augmentez vos chances d'obtenir des résultats mutuellement bénéfiques. De plus, une préparation solide renforce votre confiance en vous en tant que négociateur. Le fait de savoir que vous avez pris le temps de vous préparer de manière complète, peut vous aider à aborder la négociation avec assurance.

Enfin, retenez que toute négociation réussie est précédée d'une bonne préparation. En utilisant la méthode "ATROCE", vous parviendrez à élaborer les stratégies efficaces pour aborder vos négociations en toute confiance.



FICHE MÉTIER

CONSULTANT BUSINESS INTELLIGENCE (BI)



Le consultant Business Intelligence (BI) est responsable de la mise en œuvre de solutions BI pour les entreprises. Il analyse les besoins des clients, collecte et organise les données pour aider les entreprises à prendre des décisions éclairées. Découvrez cet expert de l'analyse de données dans cette fiche métier.

Zuelles sont les responsabilités du consultant B1?

Au sein de l'entreprise, le consultant BI travaille en étroite collaboration avec les différentes équipes et les parties prenantes de l'entreprise pour comprendre leurs besoins en termes d'analyse de données.

Responsable de la gestion des données, il identifie, extrait et collecte les données pertinentes à partir de différentes sources, telles que des bases de données, des fichiers plats, des systèmes CRM, etc. Ces données peuvent être propres à l'entreprise, mais aussi extraites de son environnement et de son marché. Le consultant BI doit les nettoyer et les organiser de manière à répondre aux besoins d'analyse. Il met en place des tableaux de bord, des rapports, des visualisations et des

analyses pour présenter les informations de manière compréhensible. Il conseille également sur les outils et les technologies BI les plus adaptés aux besoins de l'entreprise.

Véritable conseil en stratégie, le consultant BI propose des recommandations et des stratégies pour l'amélioration de la prise de décision basée sur les données. Ses responsabilités peuvent varier en fonction de la taille de l'entreprise, des secteurs d'activité et des objectifs spécifiques de la stratégie BI de l'entreprise.

Mais en général, il agit en tant que pont entre les données et la prise de décision stratégique, jouant un rôle crucial dans l'exploitation efficace des informations pour favoriser la croissance et l'efficacité de l'entreprise.



Zuelles sont les compétences requises pour exercer : Zuel est le salaire du consultant BI? la fonction de consultant BI?

Le consultant en Business Intelligence doit avoir :

- la maîtrise des outils de Business Intelligence tels que Tableau, Power BI, QlikView, etc;
- des compétences en modélisation de données et en langages de requête (SQL, Python, etc.);
- une compréhension approfondie des besoins métier et une capacité à traduire ces besoins en solutions techniques;
- une bonne capacité d'observation, d'analyse, de résolution de problèmes et de prise de décision basée sur les données;
- de bonnes compétences en communication pour travailler avec les équipes métier et techniques ;
- une capacité à travailler de manière autonome et en équipe.

Il doit également être rigoureux, pédagogue et être en mesure de fédérer les utilisateurs autour des outils qu'il intègre. Aussi, le sens de la confidentialité est-il indispensable à l'exercice de cette fonction car le consultant BI travaille sur les données sensibles des entreprises.

Zuelle formation pour devenir consultant BI?

Un consultant en BI doit avoir un diplôme en informatique, en statistiques, en économie ou dans un domaine connexe, notamment un Bac+5. Mais, il accède à la fonction avec des expériences dans le domaine de la Business Intelligence ainsi qu'en acquérant des certifications pertinentes dans des outils BI spécifiques.

Le salaire d'un consultant Business Intelligence (BI) peut varier en fonction de plusieurs facteurs, tels que l'expérience, le niveau de qualification, la localisation géographique, la taille de l'entreprise ou encore le secteur d'activité. Le mode rémunération peut être journalier (consultant indépendant) ou sous forme de salaire mensuel en cas d'embauche au sein d'une entreprise.

En mode journalier, la rémunération d'un consultant BI débutant oscille entre 100.000 FCFA-150.000 FCFA/ jour. Les consultants Senior ont une rémunération de 300.000 FCFA-350.000 FCFA/jour.

En salaire mensuel, les consultants junior ont un salaire mensuel de 500.000 FCFA-600.000 FCFA. Les Senior sont rémunérés à partir de 1.200.000 FCFA/mois.

Zuelles sont ses perspectives d'évolution?

Les consultants en BI sont très demandés, car de nombreuses entreprises cherchent à tirer parti de leurs données afin d'améliorer leur prise de décision. Les opportunités d'emploi sont généralement bonnes, et il existe des perspectives d'avancement vers des postes de manager. Un consultant BI peut être, par exemple, appelé à des postes de Directeur des Systèmes d'Informations. Il peut également s'orienter vers la formation ou lancer son propre cabinet de Bl.



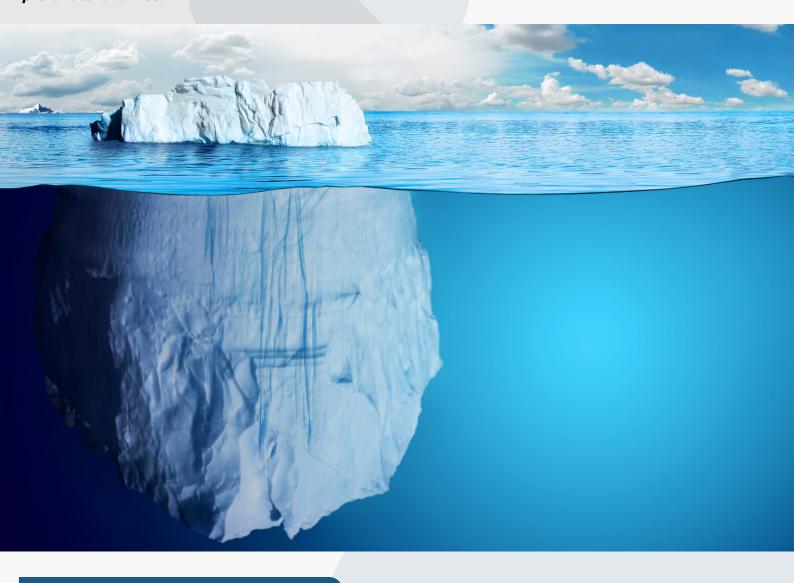
N° 023 - Octobre - Novembre 2023



CLEAR WEB, DEEP WEB, DARK WEB, COMPRENDRE LES PROFONDEURS D'INTERNET

Par Aboubacar KAMARA

L'internet est un vaste univers virtuel qui abrite une multitude de contenus, de données et d'informations. Cependant, peu de gens réalisent que ce réseau est composé de différentes couches (Clear web, Deep web et Dark web), chacune ayant ses propres caractéristiques. De quoi s'agit-il réellement? Découvrons ensemble les profondeurs du web.



Le Clear web, la surface visible

Si l'on considérait internet comme un iceberg, le sommet émergé correspondrait au Clear web.

Le Clear web (Internet visible), également connu sous le nom de Public ou Surface Web, est la région de l'internet que la plupart des gens connaissent. Elle englobe des pages web accessibles au public qui sont largement indexées sur les moteurs de recherche classiques tels que Google ou Bing. Il s'agit des réseaux sociaux, des blogs, des sites d'information, des boutiques en ligne, des forums, etc. L'accès à ces sites est simple et ne nécessitent généralement qu'une connexion internet et un navigateur web.

Selon les estimations, ces contenus ne représenteraient qu'entre 4 et 5 % de l'ensemble d'internet.



Le Deep web, les espaces protégés

Le Deep web fait référence à une section du web non indexée et difficilement accessible par un moteur de recherche conventionnel. Cette zone invisible correspond à environ 90 % de toutes les données stockées ou en transit sur l'Internet. Elle contient les données des courriels et des comptes de médias sociaux, les intranets d'entreprises, les bases de données scientifiques et universitaires, les dossiers médicaux, les documents juridiques, etc. L'essentiel de ce contenu est protégé par des mots de passe et des mesures de sécurité, ce qui signifie que seuls les utilisateurs autorisés peuvent y accéder.

Le Dark web, le côté obscur de l'internet

Le Dark web est la région la plus difficile d'accès sur l'internet. Son contenu est intentionnellement caché et/ou rendu inaccessible via des navigateurs standards. Les moteurs de recherche ne pouvant pas indexer ces sites, il n'est pas possible de les afficher dans les résultats de recherche. L'accès à cette zone du web nécessite des logiciels spécialisés comme Tor (The Onion Router) ou I2P.

La principale caractéristique du Dark web est le degré d'anonymat qui est des plus élevés. C'est donc un espace prisé par les criminels qui y mènent divers activités illicites tels que la vente de données volées, d'armes, de drogue, etc.

Toutefois, Il est important de préciser que le Dark web n'est pas uniquement réservé aux activités criminelles. Sous des régimes autoritaires, il permet aux journalistes, aux lanceurs d'alerte ou aux citoyens de communiquer sous couvert d'anonymat sans risque de se faire censurer ou sanctionner.









PO BOX 86405
Ajman Free Zone
United Arab Emirates
www.enical-group.com
business@enical-group.com

Nous affirmons tous les jours notre présence en Afrique

